



Communiqué

Hausse des tarifs envisagée **Pour le SISP, les libéraux font fausse route**

Québec, le 10 août 2009 – Le Secrétariat intersyndical des services publics (SISP) met en garde le premier ministre Jean Charest de se laisser séduire par la pensée magique des jeunes libéraux qui ont adopté, lors de leur congrès en fin de semaine dernière, des orientations visant à augmenter les tarifs pour les services publics. L'aile jeunesse du Parti libéral propose, notamment, l'installation de postes de péage sur toutes les autoroutes afin de financer les dépenses publiques. « Il faut s'attendre à ce que ceux qui ont un revenu modeste utilisent des routes alternatives alors que les plus nantis continuent de rouler sur les autoroutes, créant ainsi, sans jeu de mots, un système routier à deux vitesses, soutient la porte-parole du SISP Lucie Martineau. Ce concept d'utilisateur-payeur contribue aussi à accentuer la concentration du développement économique dans les grands centres au détriment des régions, en accroissant les voies de communication. »

Pour le SISP, la tarification ne peut servir de moyen pour renflouer les revenus de l'État. Trop de programmes gouvernementaux ont des composantes à caractère social pour en faire de simples biens à facturer à l'utilisateur. Une telle approche altérerait profondément la nature même de l'État. Nous disons même que l'implantation de la tarification constitue en soi un projet de société qui va à l'encontre des valeurs de solidarité, de liberté et d'égalité démocratique. « Sous la gouverne libérale, l'État québécois s'est privé d'un milliard de dollars en accordant des baisses d'impôt et maintenant on cherche comment récupérer cet argent attribué à des fins électoralistes », rappelle Lucie Martineau.

D'autres pistes de solutions

Afin de pallier aux difficultés de financement des services publics, le Secrétariat intersyndical des services publics (SISP) suggère plutôt de mettre en œuvre des mesures vigoureuses pour contrer l'évasion fiscale, ce problème majeur qui prive l'État de revenus très importants. À l'heure où les pays industrialisés s'entendent pour faire de la lutte à l'évasion fiscale une priorité, le SISP demande au gouvernement libéral de Jean Charest de suivre l'exemple des leaders mondiaux afin de récupérer les sommes astronomiques qui échappent au fisc, de l'argent qui devrait être réinvesti dans le maintien et l'amélioration des services à la population. « Pour toutes ces raisons, les jeunes libéraux font fausse route en voulant majorer le prix des services à

la population, une idéologie que le premier ministre doit rejeter du revers de la main », soutient la porte-parole du SISP Lucie Martineau.

Profil du SISP

Le SISP regroupe 300 000 membres issus de cinq organisations syndicales, dont plus de 262 000 proviennent des secteurs public, parapublic et péripublic. La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) représente près de 170 000 membres, dont plus de 120 000 œuvrent au sein des secteurs de l'éducation et de la santé. La Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) regroupe 57 000 membres du secteur de la santé. Le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) représente 43 000 membres, dont 40 000 sont issus de la fonction publique québécoise. Quant à l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), elle représente 26 000 personnes au sein du réseau public de la santé et des services sociaux. Pour sa part, le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) regroupe près de 20 000 personnes de la fonction publique, des sociétés d'État, des réseaux de l'éducation et de la santé du Québec.

- 30 -

SOURCE : Éric Lévesque
Responsable des relations avec les médias
Tél. : (418) 623-2424, poste 338
Cell. : (418) 564-4150